



THE CENTER FOR GLOBAL DEVELOPMENT

Indice de l'engagement pour le développement 2020

L'Indice de l'engagement pour le développement (**Commitment to Development Index, CDI**) classe 40 des pays les plus puissants sur la base des politiques qu'elles instaurent et qui ont une incidence sur plus de cinq milliards de personnes vivant dans les pays plus pauvres. L'aide au développement ne se limitant pas à l'aide internationale, l'Indice couvre sept domaines de politiques distincts :

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Financement du développement

ÉCHANGES

Investissements
Migration
Commerce

BIENS PUBLICS MONDIAUX

Environnement
Sécurité
Technologie

Pourquoi l'engagement pour le développement est-il important ?

Compte tenu de l'intégration mondiale actuelle, les décisions des pays riches en matière de politique et leur comportement ont des répercussions sur les populations des pays à faibles revenus. De la même façon, une prospérité et une sécurité accrues dans les pays les plus pauvres profitent au monde entier. Ces conditions créent de nouvelles opportunités économiques, stimulent l'innovation, contribuent à la réduction des risques sanitaires et sécuritaires ainsi que les crises économiques. Le CDI se focalise sur 40 nations, dont certaines des plus grandes économies mondiales. Il met à l'honneur les pays dont les politiques ne visent pas seulement leurs propres intérêts, mais aussi le développement des autres et l'intérêt général.

Comment l'Indice de l'engagement pour le développement est-il calculé ?

Nous utilisons des milliers de données provenant d'une cinquantaine d'indicateurs pour établir les classements globaux et pour chacune des sept composantes de la politique. Les pays obtiennent de bonnes notes dans les domaines suivants : financement du développement de bonne qualité, transparence des investissements, faibles barrières commerciales favorisant les échanges avec les pays en développement et politiques migratoires ouvertes et encourageant l'intégration. Sont également mises à

l'honneur les politiques qui améliorent les biens publics mondiaux, notamment à travers un soutien solide envers la recherche et le développement technologiques, la protection de l'environnement et les contributions à la sécurité mondiale.

À l'instar des objectifs de développement durable (ODD), le CDI reconnaît que les avancées en matière de développement sont globales. Cependant, alors que les ODD se concentrent sur les résultats et sur tous les pays, le CDI met l'accent sur la façon dont les politiques des pays les plus riches peuvent faire une énorme différence.

Quels sont les résultats des pays évalués par le CDI 2020 ?

La Suède est en tête du CDI cette année, suivie par la France en deuxième position et la Norvège qui complète le podium. La Suède obtient une bonne note dans six des sept composantes du CDI : elle se classe première dans

RAPPORTS PAR PAYS ET RÉSULTATS COMPLETS

Rendez-vous sur le site cgdev.org/cdi pour en savoir plus sur l'Indice de l'engagement pour le développement, y compris les rapports par pays, le portail Web interactif, les calculs complets et le document de méthode.

le domaine de la migration, troisième en matière de financement du développement et figure dans le top 10 pour le commerce, les investissements, l'environnement et la sécurité. Le pays a tout de même une marge de progression en matière de technologie, domaine dans lequel il se classe seulement 20ème.

La France se place en deuxième position. Elle se classe deuxième en matière d'environnement et troisième en matière d'investissements, mais obtient des scores moyens en termes de financement du développement et de migration. La Norvège occupe quant à elle la troisième place du podium avec des scores élevés en matière de financement du développement et de migration, mais des améliorations sont possibles en termes de commerce et d'environnement. Le Royaume-Uni et l'Allemagne complètent ce top 5. Le Royaume-Uni est en tête dans le domaine de la sécurité mais a une marge d'amélioration en termes de migration et de technologie, tandis que l'Allemagne obtient de solides résultats en matière d'investissements, de migration et de commerce, mais de moins bonnes notes en termes d'environnement, de sécurité et de technologie.

Leadership en matière de développement au sein du G20 et au-delà

Cette année, nous avons élargi le CDI pour tenir compte de l'importance des grands pays au sein du G20 et au-delà envers l'économie mondiale, et l'influence qu'ils exercent sur le développement dans les pays plus pauvres. Neuf pays évalués (l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie, l'Afrique du Sud et la Turquie) figurent parmi les pays à revenu intermédiaire. Nous conservons notre approche traditionnelle d'évaluation des contributions politiques par rapport à la taille de l'économie (ou de la population) pour permettre d'établir des comparaisons, mais nous produisons également des résultats ajustés en fonction du revenu pour tenir compte du fait que la responsabilité augmente avec le revenu.

Parmi les pays à revenu intermédiaire, l'**Afrique du Sud** se classe au 25ème rang. Elle se hisse dans le top 5 en matière de technologie et dans la moitié supérieure du classement en termes de sécurité. La **Turquie** se classe 29ème. Sa contribution majeure à l'aide aux réfugiés au sein de ses frontières la place au deuxième rang en matière de migration, tandis qu'elle occupe la quatrième place en matière de financement du développement. La Turquie obtient toutefois des scores plus faibles en matière de technologie, de commerce et d'investissements.

Le **Chili** figure également pour la première fois dans le CDI, en 23ème position. En n'accordant pratiquement aucune subvention pour les énergies fossiles, le pays arrive en tête de la composante « Environnement », et se démarque également pour ses faibles émissions de gaz à effet de serre. Il obtient également de bons résultats en matière de commerce.

Le Portugal, l'Afrique du Sud, le Chili et la Hongrie améliorent leur score ajusté en fonction du revenu

Compte tenu des revenus très variables des pays que nous évaluons, nous calculons également un score ajusté en fonction du revenu qui tient compte de la performance des pays par rapport à un « score attendu » basé sur leur niveau de revenu. La **Suède** est également en tête de ce classement : son score est largement supérieur au score attendu pour une nation ayant son niveau de revenu. Selon cette méthode, quatre pays (le **Portugal**, l'**Afrique du Sud**, le **Chili** et la **Hongrie**) améliorent leur classement de plus de 10 places et se positionnent respectivement 4ème, 6ème, 12ème et 13ème. À l'inverse, la **Norvège**, le **Luxembourg** et la **Suisse** chutent considérablement dans les classements ajustés en fonction du revenu (ces trois pays se classent respectivement 27ème, 30ème et

37ème), ce qui laisse entendre qu'ils pourraient faire davantage sur la base de leur niveau de revenu très élevé.

Contribution de la Chine au développement

Deuxième économie mondiale, la **Chine** se classe globalement 35ème dans la manière dont ses politiques contribuent au développement par rapport à sa taille. Bien que la Chine soit un important bailleur de fonds pour les pays en développement, elle occupe curieusement la dernière place en matière de financement du développement. Cela est en grande partie dû au fait que notre mesure examine le degré de subvention des prêts annuels de la Chine plutôt que la valeur nominale importante des prêts consentis par le pays. La Chine figure parmi les dix bailleurs de fonds les plus importants en termes absolus, mais ce chiffre est faible par rapport à la taille de son économie. En matière de financement du développement, la Chine enregistre également un score médiocre par rapport à notre mesure de qualité.

La Chine se positionne dans la moitié supérieure du classement en matière de technologie, avec d'importants avantages fiscaux pour la recherche et de faibles restrictions sur la propriété intellectuelle dans le cadre de ses accords commerciaux. En matière d'environnement, la Chine se classe 24ème. Ses émissions de gaz à effet de serre par habitant sont inférieures à la plupart des autres nations (cf. Figure 2), bien qu'elle continue à produire du charbon et qu'elle n'ait pas ratifié plusieurs traités environnementaux.

La COVID-19 et la sécurité sanitaire mondiale

Le CDI s'intéresse à plusieurs domaines liés à la prévention et à l'atténuation de la propagation des maladies à l'échelle mondiale, ce qui est particulièrement pertinent alors que le monde lutte toujours contre la pandémie de COVID-19. Dans le cadre du financement du développement, l'Indice récompense le soutien en faveur du système multilatéral, notamment l'Organisation mondiale de la Santé et GAVI, l'Alliance du Vaccin. En matière de technologie, il récompense le soutien public à la recherche et au développement, domaine dans lequel le **Corée du Sud** dépense le plus. En ce qui concerne le commerce, nous appliquons une décote aux pays qui instaurent des restrictions commerciales. Nous avons ajouté deux mesures de sécurité dans le domaine de la santé : la résistance antimicrobienne et la capacité à prévenir, détecter et répondre aux menaces. Les **Pays-Bas** obtiennent de très bons résultats pour ces deux mesures.

Nouveaux indicateurs en matière de sexe et de risque de conflit

Cette année, le CDI comprend de nouvelles mesures, dont quatre qui évaluent la promotion de l'égalité des sexes, au-delà de la simple assistance. Les **États-Unis** ont le pourcentage le plus élevé de femmes migrantes (54 %). L'**Argentine** accepte la plus forte proportion d'étudiantes étrangères (60 %). Avec 18 % de ses effectifs, l'**Australie** obtient la meilleure note pour la présence de la gent féminine chez les Casques bleus, qui semble apporter des contributions distinctes et positives. Nous mettons également à l'honneur les 28 pays qui ont ratifié la résolution des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

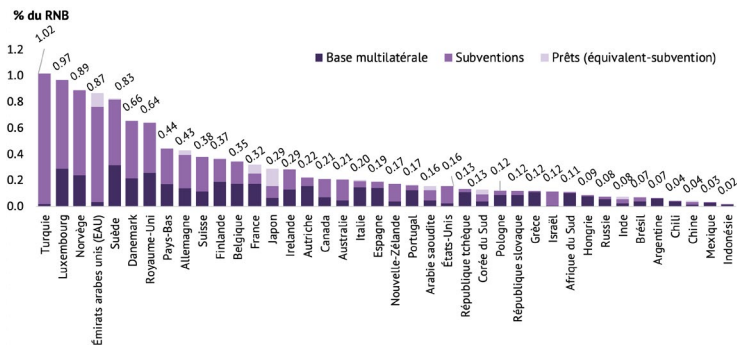
Une autre nouvelle mesure concerne le « risque de conflit » lié aux ventes d'armes, ainsi qu'une mesure de la valeur. Le risque de conflit mesure les ventes d'armes aux pays militarisés, antidémocratiques et pauvres. Le **Luxembourg** arrive en tête de cette mesure, avec le plus faible pourcentage d'armes atteignant ces nations, tandis que la **Russie** termine en dernière position. La **Chine**, le **Canada** et **Israël** pourraient tous revoir leur position en ce qui concerne les nations auxquelles ils vendent des armes.

Financement du développement

Quantité et qualité du financement du développement

L'octroi de subventions ou de financements à des pays en développement à des conditions préférentielles reste un élément majeur de la politique de développement. Pour mesurer la quantité de la composante « Financement du développement » de manière cohérente dans l'ensemble de l'OCDE et pour les autres pays, nous avons mis au point la mesure « Financement du développement international » (FDI). Nous évaluons également la qualité de la composante « Financement du développement », en tenant compte des contributions apportées par le biais du système multilatéral et des indicateurs bilatéraux évalués selon deux catégories : l'accent mis sur les pays pauvres ou fragiles et les pratiques efficaces.

Figure 1. Financement du développement international (FDI) en tant que part du revenu national (2017)



Source : *Financement du développement international (en anglais)*, Mitchell, Ritchie et Rogerson, Center for Global Development (2020)

Le **Luxembourg** arrive en tête de la composante « Financement du développement », avec un bon score à la fois en termes de quantité (le pays fournit un peu moins de 1 % du RNB sous forme de FDI) et de qualité. La **Turquie** fournit quant à elle le montant le plus élevé par rapport à son RNB, et comme la Syrie reçoit la majeure partie de son financement du développement, elle obtient de bons scores en termes de pauvreté et de fragilité. **Les Émirats arabes unis** sont également généreux (fournissant 0,9 % du RNB) mais donnent davantage aux pays à revenu intermédiaire et obtiennent donc de moins bons résultats en termes de qualité. La **Belgique** et l'**Irlande** se classent en tête de la sous-composante « Qualité », dans la mesure où ces deux nations axent principalement leurs efforts sur les pays pauvres.

La **Chine** obtient de mauvais résultats en termes de quantité et de qualité. Bien que les flux financiers en provenance de Chine soient importants, le degré de faveur de ces flux est faible ou douteux. La Chine est le bailleur de fonds le moins transparent, et son financement est explicitement lié aux approvisionnements chinois.

Les **États-Unis** arrivent en milieu de tableau en termes de financement du développement, à la 20^{ème} place. Le pays fournit le plus important financement du développement en termes absolus, mais il est moins généreux par rapport à la taille de son économie, puisqu'il fournit seulement 0,16 % de son RNB.

Échanges internationaux

Investissements

Les investissements directs étrangers sont la principale source de financement pour de nombreux pays en développement. Le CDI récompense les pays dont les politiques soutiennent les investissements et ceux qui signent des engagements

internationaux (notamment de prévention de la corruption et de protection des droits de l'homme), le tout sans nuire à la capacité des pays partenaires à développer des politiques publiques durables. Les pays sont pénalisés lorsqu'ils suivent des politiques permettant une opacité financière, ce qui favorise l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et la corruption, ce qui nuit à la gouvernance et à la sécurité internationale.

Le **Canada** se classe en première position en matière d'investissements grâce à ses accords bilatéraux d'investissements favorables au développement. Le **Mexique** obtient également de bons résultats grâce à ses accords. Il s'agit du pays à revenu intermédiaire le mieux placé en matière d'investissements.

L'**Espagne** est la juridiction la plus transparente d'un point de vue financier, suivie par la **Belgique** et la **France**, tandis que les **Émirats arabes unis** et la **Turquie** sont les nations les moins transparentes.

Migration

La mobilité de la main-d'œuvre peut être un puissant outil pour réduire la pauvreté. En partant travailler dans des pays plus riches, les migrants peuvent augmenter leur productivité et percevoir des revenus plus élevés. Ils envoient des milliards de dollars chaque année vers leur pays d'origine, un flux qui dépasse celui de l'aide internationale. Le CDI récompense les pays qui accueillent les migrants des pays plus pauvres, reçoivent un pourcentage élevé de migrants, acceptent les réfugiés, adoptent des politiques judicieuses d'intégration des migrants et adhèrent aux conventions internationales visant à protéger les droits des migrants.

La **Suède** obtient la meilleure note globale pour la composante « Migration ». Elle a accueilli le plus grand nombre de migrants par rapport à sa population (avec un poids plus élevé pour les migrants originaires des pays pauvres) et le deuxième plus grand nombre de réfugiés par rapport à sa population. Elle obtient également la note la plus élevée pour ses politiques d'intégration. La **Turquie** arrive en deuxième position, en accueillant un nombre important de réfugiés par rapport à sa population (45 pour 1 000 habitants, soit plus de 10 fois la moyenne du CDI qui s'élève à 4,4).

Les pays d'Europe de l'Est occupent les trois dernières places, la **Slovaquie** se classant en queue de peloton, derrière la **Pologne** et la **Hongrie**. Chacun de ces pays compte un faible nombre de migrants et une faible proportion de femmes.

Commerce

Le commerce procure aux pays pauvres des possibilités d'attirer des investissements, de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Les grandes économies dominent le commerce mondial, et certains biens et services des pays pauvres sont encore confrontés à des barrières commerciales. Les tarifs douaniers et les subventions créent des conditions de concurrence inégales pour les produits agricoles, tandis que les lourdeurs administratives et les contraintes juridiques rendent les échanges commerciaux plus difficiles pour les pays en développement.

Les **Pays-Bas** obtiennent les meilleurs résultats en matière de commerce grâce à des droits de douane peu élevés et de faibles subventions agricoles, une solide logistique commerciale et une ouverture au commerce des services. L'**Australie** et la **Nouvelle-Zélande** se classent respectivement deuxième et troisième.

Le **Brésil**, l'**Inde** et l'**Argentine** ferment la marche. Ces trois nations appliquent des droits de douane élevés après pondération à l'encontre des pays pauvres. En ce qui concerne les subventions agricoles, les pays en dehors de l'Europe montrent l'exemple. L'**Afrique du Sud**, l'**Argentine**, le **Brésil**, le **Chili** et l'**Indonésie** se joignent à la **Nouvelle-Zélande** et à l'**Australie** pour fournir des subventions inférieures à 3 % de la production agricole, largement en deçà de la moyenne de tous les pays (13 %).

Biens publics mondiaux

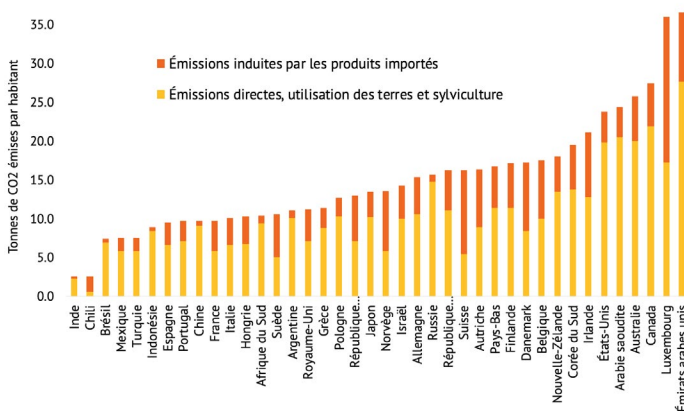
Environnement

Les pays à revenus élevés sont les principaux responsables du changement climatique, mais ce sont les pays pauvres qui paieront le plus lourd tribut. Ils sont plus exposés géographiquement, ont moins de ressources et de capacités au niveau de l'État pour faire face aux effets et une proportion beaucoup plus importante de leur population dépend de l'environnement pour satisfaire ses besoins journaliers. Le CDI évalue les pays selon plusieurs critères : la faiblesse de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), leur niveau de production et les subventions dont font l'objet les combustibles fossiles, le degré de tarification des émissions de carbone, s'ils évitent les subventions en faveur du secteur de la pêche, mais également la ratification, ou non, des traités environnementaux.

Le **Chili** est le pays le plus performant en matière de politiques environnementales. Il accorde des subventions négligeables aux industries des combustibles fossiles, et présente avec l'**Inde** les émissions par habitant les plus faibles. La **Suède** et la **Finlande** affichent les prix les plus élevés pour les émissions de carbone, mais leurs émissions par habitant étaient supérieures à celles du top 10. La **France** applique des tarifs élevés pour les émissions de carbone et a signé tous les grands traités environnementaux, mais elle est freinée par ses subventions en faveur des industries de la pêche et des énergies fossiles.

Les dernières places du classement sont toutes occupées par les grands pays producteurs de combustibles. Les **Émirats arabes unis** occupent la dernière place en raison de leurs émissions de GES les plus élevées, de la production et des subventions en faveur des combustibles fossiles, et de l'absence de prix pour le carbone. L'**Arabie saoudite** et le **Canada** sont respectivement 39ème et 38ème.

Figure 2. Émissions de gaz à effet de serre par source



Source : Analyse par le CGD des données issues de l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'OCDE.

Sécurité

La sécurité et le développement sont étroitement liés. La guerre et la violence politique peuvent détruire les moyens de subsistance et les institutions publiques, tandis que la pauvreté et la faiblesse des institutions favorisent l'éruption de la violence. Le CDI récompense les pays qui contribuent aux opérations de maintien de la paix et aux interventions humanitaires, positionnent des flottes militaires pour sécuriser les voies maritimes et participent aux systèmes de sécurité internationaux encourageant la non-prolifération de l'armement, le désarmement et l'État de droit international. Le CDI pénalise les pays qui exportent des armes, en particulier à destination des régimes non démocratiques, et qui omettent de publier des données sur les exportations d'armes.

Pour cette édition 2020, nous ajoutons une sous-composante de santé mondiale, qui mesure les efforts de prévention de la résistance antimicrobienne et la capacité des politiques à prévenir, détecter et répondre aux menaces. Les **Pays-Bas** déploient le plus d'efforts pour réduire la résistance antimicrobienne, avec une faible consommation d'antibiotiques et une bonne gouvernance en matière d'utilisation des antibiotiques.

Le **Royaume-Uni** est le chef de file en matière de sécurité en tant que contributeur important à la protection des voies maritimes, et en matière de santé mondiale. L'**Autriche** se classe au deuxième rang en termes de soutien au maintien de la paix par rapport à la taille de son économie. En troisième position, les **États-Unis** fournissent la plus grande part de leur RNB à la protection des voies maritimes internationales. Le **Japon** exporte le moins d'armes par rapport à la taille de son économie.

Israël, l'**Arabie saoudite** et les **Émirats arabes unis** sont en queue de peloton en matière de sécurité. Israël a la valeur la plus élevée en termes d'exportations d'armes par rapport à la taille de son économie, à hauteur de 1,9 % de son RNB. Dans le cadre d'une nouvelle mesure, nous tenons compte du risque de conflit lié aux exportations d'armes. La **Russie** et la **Chine** arrivent en queue de peloton, dans la mesure où ces deux nations envoient la plus grande part de leurs armes aux pays pauvres, antidémocratiques et militaires.

Technologie

La technologie est essentielle au développement économique et humain. Les nouvelles technologies réduisent les prix des biens et des services, en les rendant plus accessibles. Les progrès réalisés dans le domaine de la médecine, des technologies de l'information et de la communication, les énergies renouvelables et les technologies agricoles contribuent à améliorer la qualité de vie dans le monde entier. Les économies développées disposant de solides réseaux de recherche et de bases technologiques peuvent jouer un rôle crucial dans la création et la diffusion des connaissances à travers le monde. Le CDI pénalise les pays qui suivent des politiques pouvant entraver le flux international des innovations, et récompense le soutien des gouvernements en faveur de la recherche et du développement (R&D).

Le **Luxembourg**, l'**Australie** et la **Corée du Sud** affichent les meilleures performances pour la composante « Technologie ». Chacun de ces pays engage des niveaux de financement supérieurs à la moyenne pour la R&D. Le soutien gouvernemental direct de la **Corée du Sud** à la R&D atteint 0,98 % du RNB. Parallèlement, la **France** se classe en tête des avantages fiscaux : son environnement politique favorise les dépenses des entreprises en R&D, à hauteur de 0,54 % du RNB.

Concernant les transferts de technologie, le **Luxembourg** et l'**Australie** acceptent la part la plus importante d'étudiants étrangers lorsqu'elle est pondérée par le niveau de pauvreté du pays d'origine. Dans le cadre d'une nouvelle mesure, nous tenons compte des efforts déployés par les chercheurs d'un pays pour présenter conjointement les résultats avec des partenaires dans des pays en développement. Sur ce point, l'**Afrique du Sud** arrive en tête.

La **Grèce** se classe dernière en matière de technologie, avec un soutien gouvernemental limité à la R&D et un nombre limité d'étudiants étrangers.

En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, les pays en dehors de l'UE, notamment la **Chine**, l'**Indonésie** et la **Suisse**, mènent la danse en n'exigeant pas de leurs homologues qu'ils acceptent des droits de propriété intellectuelle plus stricts que ceux déjà intégrés dans les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

INDICE DE L'ENGAGEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT



FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	Quantité Soutien multilatéral Focalisation sur la pauvreté et la fragilité Pratique efficace	FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT
INVESTISSEMENTS	Lutte contre la corruption Entreprises et droits de l'homme Ressources naturelles Opacité financière Accords d'investissements	ÉCHANGES
MIGRATION	Afflux de migrants Femmes immigrées Accueil des réfugiés Conventions internationales sur les migrations Politiques d'intégration	
COMMERCE	Moyenne tarifaire Pics tarifaires Subventions agricoles Logistique commerciale Restrictions sur le commerce des services	
ENVIRONNEMENT	Émissions de gaz à effet de serre Production de combustibles fossiles Soutien aux combustibles fossiles Tarification du carbone Subventions au secteur de la pêche Conventions internationales sur l'environnement	BIENS PUBLICS MONDIAUX
SÉCURITÉ	Contributions au maintien de la paix Femmes Casques bleus Protection des voies maritimes Valeur du commerce des armes Potentiel de conflit lié aux exportations d'armes Conventions internationales sur la sécurité Résistance antimicrobienne Sécurité sanitaire mondiale	
TECHNOLOGIE	Soutien du gouvernement Avantages fiscaux Étudiants étrangers Étudiantes Collaboration en matière de recherche Droits de propriété intellectuelle	

Chacune des sept composantes est fondée sur une série d'indicateurs de l'efficacité des politiques, lesquels sont normalisés et pondérés en fonction de leur importance pour le développement.

Pays	Classement général	FINANCEMENT	ÉCHANGES			BIENS PUBLICS MONDIAUX			Classement ajusté en fonction du revenu
		Financement du développement	Investissements	Migration	Commerce	Environnement	Sécurité	Technologie	
Suède	1	3	6	1	5	7	8	20	1
France	2	15	3	18	14	2	7	4	2
Norvège	3	2	7	3	33	26	10	6	27
Royaume-Uni	4	5	2	24	10	10	1	21	3
Allemagne	5	10	5	5	4	14	14	25	5
Luxembourg	6	1	26	4	19	36	26	1	30
Pays-Bas	7	9	16	9	1	19	4	26	8
Australie	8	21	8	13	2	37	9	2	11
Autriche	9	25	21	10	12	15	2	9	16
Danemark	10	6	20	20	9	17	5	23	23
Belgique	11	7	12	8	15	23	24	15	9
Finlande	12	12	11	16	6	25	11	24	17
Suisse	13	13	17	12	27	21	12	8	37
Canada	14	14	1	7	17	38	20	11	18
Nouvelle-Zélande	15	36	23	6	3	27	22	7	10
Portugal	16	19	15	11	20	5	17	18	4
Italie	17	16	4	17	16	8	21	30	7
États-Unis	18	20	9	19	8	35	3	27	35
Irlande	19	8	13	27	23	28	6	31	33
Espagne	20	23	18	14	13	3	23	37	15
Japon	21	18	10	35	7	22	25	13	22
République tchèque	22	27	22	37	18	13	16	19	14
Chili	23	30	32	21	11	1	33	34	12
Hongrie	24	28	19	38	24	6	13	33	13
Afrique du Sud	25	29	31	30	30	31	15	5	6
Corée du Sud	26	34	30	23	34	29	28	3	26
République slovaque	27	26	24	40	22	9	19	36	21
Grèce	28	24	25	28	28	11	18	40	24
Turquie	29	4	37	2	35	33	34	38	19
Bésil	30	22	29	15	40	12	29	28	20
Pologne	31	35	28	39	25	20	27	39	29
Mexique	32	32	14	36	36	18	31	32	25
Argentine	33	31	33	22	38	30	32	16	31
Indonésie	34	33	35	33	37	16	30	29	28
Chine	35	40	36	26	31	24	36	14	34
Russie	36	37	38	29	32	34	37	12	36
Inde	37	38	34	31	39	4	35	35	32
Israël	38	39	27	25	26	32	40	22	39
Arabie saoudite	39	17	39	34	29	39	39	10	38
Émirats arabes unis (EAU)	40	11	40	32	21	40	38	17	40

À propos du CDI

L'Indice de l'engagement pour le développement est compilé chaque année depuis 2003 par le Center for Global Development (CGD). Le CGD œuvre à réduire la pauvreté mondiale et à améliorer les conditions de vie par le biais de recherches économiques novatrices qui promeuvent de meilleures politiques et pratiques de la part des décideurs mondiaux de premier plan. Ian Mitchell dirige les activités de l'Indice, avec une contribution majeure de Lee Robinson, Beata Cichocka et Euan Ritchie. Le CDI 2020 s'appuie sur les travaux des éditions précédentes d'Anita Käppeli, Owen Barder et David Roodman. Le CDI bénéficie du soutien financier du programme de développement efficace du CGD Europe, notamment les contributions des gouvernements de l'Australie, de l'Allemagne, du Luxembourg, de la Norvège et de la Suède. Le CDI ne reflète pas la position officielle des bailleurs de fonds. Les auteurs sont responsables de toutes les décisions méthodologiques et des informations et opinions exprimées dans le présent document.



www.cgdev.org

Ce travail est mis à disposition conformément aux modalités de la licence d'attribution non commerciale Creative Commons 4.0.